

Mais je dirais qu'en architecture on a la chance d'avoir cette multidisciplinarité qu'on touche autant à l'architecture de paysage, à l'architecture au construit qu'au génie, qu'à tout ce qui est structure. Donc on met à profit nos connaissances.

2645 **LE PRÉSIDENT :**

Mais j'apprécie. Non, je pense que c'est une belle contribution.

2650 **Mme AMÉLIE TREMBLAY :**

C'est plutôt l'impact que ça va avoir sur ce qui a autour.

LE PRÉSIDENT :

2655 Non, on le comprend, mais c'était juste à titre de curiosité. Alors, je vous remercie beaucoup.

Mme SARAH MOUMENI :

2660 Merci.

2665 **LE PRÉSIDENT :**

2670 La commission appelle madame Raphaëlle Rinfret-Pilon et monsieur Alexandre Savoie du CDC Centre-Sud. Alors, bonjour, nous avons lu attentivement votre rapport. On a peur que vous nous le lisiez entièrement.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

Non. On a essayé de mettre ça en dix minutes, puis on a dit non, focussons.

2675 **LE PRÉSIDENT :**

On a quand même beaucoup de questions.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2680

Oui, c'est parfait. Oui, oui, absolument, nous sommes, bien justement qui sommes-nous? En fait, mon nom est Raphaëlle Rinfret-Pilon, je suis directrice adjointe à la CDC Centre-Sud, avec?

2685 **M. ALEXANDRE SAVOIE :**

Moi, c'est Alexandre Savoie, chargé de concertation.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2690

C'est ça. Donc, la CDC est un grand organisme multisectoriel qui est dans le quartier depuis 1985. Donc, on a une soixantaine d'organismes qui sont membres chez nous. Donc, c'est pour ça que notre mémoire est assez touffu, parce qu'on a été inspiré de plusieurs de nos membres, ce qui concernait en fait les différentes réalités du multisectorialisme de nos membres.

2695

C'est ça, on a aussi, on coordonne aussi la table de développement social Centre-Sud, donc une table de concertation qui regroupe autant des organismes communautaires que des institutions, des élus, et cetera. Vous savez, c'est une des 30 tables de quartier à Montréal.

2700

On sort tout juste d'une grande planification, d'une démarche de planification stratégique. On a eu un grand forum social en 2016, puis ensuite, on s'est doté d'une nouvelle planification

stratégique qui s'articule autour de quatre visions. Aujourd'hui, on va vraiment focuser sur celle d'habiter, qui nous concerne le plus. Donc, l'habiter dans le sens large, plus urbanistique.

M. ALEXANDRE SAVOIE :

2705

Donc, habiter. La vision, on trouvait importante de la nommer. Nous voulons habiter un Centre-Sud inclusif, solidaire, sécuritaire, basé sur une identité forte, aux multiples visages. Un quartier aménagé par tous et toutes avec une offre diversifiée de logements de qualité et accessible. Nous voulons voir, reconnaître, préserver et valoriser notre patrimoine et notre

2710

histoire dans un quartier où les lieux de rencontre sont nombreux, invitants, animés et verdis. Nous voulons pouvoir nous déplacer facilement et profiter du développement des commerces de proximité. Nous voulons être ces citoyens, citoyennes, partenaires, porteurs et porteuses de notre quartier.

2715

Donc, à partir de cette vision-là, il y a eu un travail en comité, qui a été fait pour définir des grands domaines de changements sur lesquels on va aller se pencher dans le quartier, dans les prochaines années. Et puis, le changement qui est intitulé, le quartier planifié et adapté selon la diversité des besoins de la population. Bien, c'est le domaine de changements qui guide nos interventions pour les prochaines années.

2720

Pour y arriver, on mise sur l'implication de la société civile et la participation citoyenne, et on a mis en place, entre autres, le comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud avec Rayside Labossière.

2725

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

Donc, à partir de ce comité d'accompagnement des grands projets, en fait, ce qu'on souhaite en fait, c'est ouvrir un dialogue. C'est ce qu'on a déjà fait, ça fait déjà un an qu'on est là-dedans, là. On a ouvert un dialogue avec l'OCPM justement qui a participé à nos grandes

2730

rencontres, mais aussi, avec l'arrondissement, avec les décideurs publics en général, autant au

niveau provincial aussi. Les entrepreneurs qui sont justement propriétaires de ces grands terrains entre autres qui vont être développés, de la communauté, de la société civile. Puis nous, ce qu'on souhaite vraiment, c'est animer, organiser des espaces d'influence, entre les parties prenantes. Donc, autour des projets qui vont se développer sur le secteur.

2735

Donc, ces rencontres ont toutes sortes de formes, et l'objectif c'est vraiment de faire émerger des opportunités de développement qui répondent aux besoins, aux aspirations de la population. Parce qu'on croit vraiment, fermement qu'en mélangeant les gens, en mélangeant justement, en se rencontrant autour de ces enjeux-là, tout le monde développe différentes solutions, pistes de solutions ou, ont des idées pour le quartier. Tout le monde a une bonne intention des différents intérêts, mais l'intention est bonne.

2740

Donc, on se dit vraiment que c'est autour de ces espaces-là qu'on va pouvoir développer de manière cohérente le quartier, la section qui est en développement, mais aussi celle qui existe. Donc, comment est-ce que le tout va se faire.

2745

M. ALEXANDRE SAVOIE :

Donc, aujourd'hui en fait, on est venu pas tant mettre l'accent sur les recommandations détaillées et techniques que vous retrouvez dans notre opinion écrite, mais plutôt, sur la façon de réaliser collectivement le PPU pour les années à venir dans le quartier.

2750

Donc, la CDC a développé des relations via la table de développement social depuis 10 ans avec la Direction de la culture des sports des loisirs, et du développement social de l'arrondissement Ville-Marie, et du développement social à la ville centre. Au courant de la dernière année, nous avons aussi développé des nouvelles relations, avec la direction de l'aménagement urbain du service aux entreprises, via le comité d'accompagnement des grands projets, et aussi, via le comité sur l'avenir du Village.

2755

Aussi, le fait d'avoir fait une pré-consultation est pour nous très révélateur d'une volonté de travailler en amont avec la communauté. Nous applaudissons cette initiative. En fait, notre

2760

2765 message c'est, nous croyons fermement que la société civile et citoyenne sont engagées, et ont une fine connaissance du quartier. Nous croyons qu'ils doivent être partie prenante du développement du quartier aujourd'hui, demain et dans les années à venir. Nous souhaitons qu'une pratique de collaboration et de dialogue soit inscrite plus largement à l'intérieur des pratiques de l'arrondissement et de la Ville, et que pour le cas présent, se concrétisent des manières suivantes.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2770 Donc, qu'on poursuive la collaboration, que l'arrondissement puis la Ville poursuivent leur collaboration au niveau du comité d'accompagnement des grands projets Centre-Sud, parce qu'on y a ouvert des dialogues sur des enjeux importants tels que la gentrification, la densification, le développement de l'habitation, services de proximité, les équipements collectifs, la mobilité des déplacements et le développement économique territorial local, par exemple.

2775 **M. ALEXANDRE SAVOIE :**

2780 Aussi, de poursuivre la collaboration au comité sur l'avenir du Village parce qu'il va y avoir des impacts particuliers sur le Village, et nous y voyons une opportunité de relance socioéconomique unique. Dans ce comité, on aborde aussi d'autres enjeux clé, comme le développement d'un complexe communautaire LGBTQ+, la cohabitation des populations très diversifiées sur le territoire, et le dynamisme de la rue Sainte-Catherine est.

2785 **Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :**

2790 Aussi, on aimerait que cette bonne pratique de collaboration ait lieu aussi, ou se poursuive dans d'autres types de collaboration tels qu'avec la nouvelle coalition de la promenade au Pied-du-Courant qui va réfléchir à l'élaboration, qui souhaite réfléchir sur la future promenade riveraine. Donc aussi, il y a le secteur de l'emploi donc les groupes-conseil, les centres-conseil

en emploi qui commencent à s'organiser pour voir comment est-ce que l'emploi local pourrait être un moteur, vu tout ce qui va se développer dans le sud du quartier. Et il y a justement des belles opportunités aussi de mettre en valeur notre pôle d'économie sociale qui existe, mais qui est un peu, qui passe sous le radar pas mal dans le coin. Donc voilà.

2795

M. ALEXANDRE SAVOIE :

Et finalement, mais non le moindre, mettre sur pied un comité de suivi du PPU afin d'avoir une structure de gouvernance ouverte pour faire le suivi, et aussi avec des indicateurs. Ce comité permettrait de s'adapter aux contextes variables futurs dans un esprit de résilience et en mettant à profit les forces vives du quartier.

2800

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

Alors voilà.

2805

LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup.

2810

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

C'est simple, comparé à tout ce que vous aviez en écrit.

2815

LE PRÉSIDENT :

Non, mais, c'est qu'on a aussi, disons, lu la centaine de mémoires qu'on a, puis on a aussi écouté les citoyens. Dites-moi que je me trompe, mais c'est... votre organisme n'a pas pour mandat de prendre position. Votre mandat ne serait que, donc de poursuivre les collaborations, poursuivre les collaborations puis appliquer les bonnes... C'est plus dans

2820

l'approche ouverte où les gens se parlent plus que de prendre position. Est-ce que je me trompe?

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2825

Je ne sais pas ce que vous voulez dire par prendre position?

LE PRÉSIDENT :

2830

Bien si je vous demande, c'est quoi votre position concernant la gentrification?

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2835

Bien c'est une question à laquelle on ne peut pas répondre.

LE PRÉSIDENT :

2840

Non, non, mais laissez-moi parler. Non, mais il y a des gens qui ont pris position, qui sont venus nous dire, on n'en veut pas. D'accord?

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2845

C'est difficile de, c'est sûr qu'on n'en veut pas de gentrification, mais je veux dire comment est-ce qu'on fait...

LE PRÉSIDENT :

2850

... non, non, mais écoutez. Ce que je veux dire, c'est difficile d'y répondre, mais il y des gens qui nous le disent. Il y a des gens qui nous disent : « On ne veut pas être au centre-ville. » Tantôt, on a eu une présentation, mais dans la stratégie centre-ville, on vient d'établir 30 000 nouvelles personnes dans le quartier.

2855 Alors, dans les documents de la CDC, on ne lie pas ces positions-là. Donc, mais nous, on aura des recommandations à faire. C'est pour ça que je vous pose la question. Est-ce que je me trompe si, ce n'est pas dans le mandat de la CDC de prendre position sur des sujets, mais de favoriser le dialogue plutôt. Donc c'est plus un outil de concertation dans le quartier, mais vous ne prenez pas position. Est-ce que je me trompe?

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2860 Ça dépend. Mais je veux dire, on peut prendre position sur certains dossiers, mais si vous me demandez de prendre position sur pour ou contre la densification, ça dépend. Ça dépend comment c'est fait. On ne peut pas le faire seul, ça va, faudrait qu'on ait une discussion avec justement nos membres, puis qu'on voit, puis on n'a pas tendance de toute façon à, par exemple, à voter sur ce genre de truc. On est plus dans un esprit de consensus...

2865 **LE PRÉSIDENT :**

... ce n'est pas un reproche, c'est, je veux juste comprendre.

2870 **Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :**

2875 Non, mais, c'est juste pour expliquer. Oui, je sais, il y a certaines Tables de quartier qui vont se positionner très fermement sur certaines choses. Je pense que historiquement, à la CDC dans les derniers, en tout cas, moi ça fait huit ans presque que je suis là, et on n'était plus dans justement entendre tout ce qui se passe, et voir. C'est pour ça que ce que nous, on met de l'avant, c'est dire on entend que les gens veulent participer, les gens veulent être consultés, les gens veulent collaborer aussi au développement de ce quartier.

2880 Il y énormément de groupes qui travaillent sur différents aspects, juste, tous ceux qui regardent le fleuve à partir de l'autre côté de la rue Notre-Dame depuis des années, ou qui

2885 traversent au parc au Pied-du-Courant et tout ça, qui développent des visions. Donc, ces gens-là, il faut prendre en considération ce qu'ils ont à dire parce qu'ils ont potentiellement, des excellentes idées comme les étudiantes qu'on a vues, en architecture, c'est super, parce que c'est ça qui est le fun d'avoir des étudiants qui se penchent sur des dossiers, ou des groupes en logements par exemple, qui pensent à des solutions.

2890 Inter-Loge a fait des solutions super intéressantes, par exemple, dans leur mémoire, puis je parle d'eux, mais il y a Habiter Ville-Marie aussi. C'est pour ça que nous on va dire, on appuie Habiter Ville-Marie parce qu'on participe aux réflexions avec eux sur certaines idées, donc oui. Mais vous ne vous trompez pas, on ne va pas nécessairement, ce n'est pas vraiment dans nos pratiques se positionner, mais plus de...

LE PRÉSIDENT :

2895 Parce que je ne peux pas vous demander c'est quoi votre vision par rapport à la rue Sainte-Catherine, par exemple, son développement au plan touristique. Parce qu'il n'y a personne qui nous a parlé de ça. Non, mais vous êtes au coeur du quartier?

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2900 Oui.

LE PRÉSIDENT :

2910 Il y a personne qui nous a parlé de ça. On a dit, bon on la prend pour acquis, on pose la question, est-ce qu'elle est en bon développement, est-ce qu'on doit l'utiliser quatre saisons, est-ce qu'on doit la fermer. Et, la commission n'a pas de réponses. Comme vous-même, vous n'auriez pas de réponses.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2915

On n'aura pas de réponses. Bien, autour de l'avenir du Village, ça se discute justement au comité de l'avenir du Village, mais peut-être Alex?

M. ALEXANDRE SAVOIE :

2920

Oui, bien, c'est sûr qu'il y a plusieurs opinions, mais en tant que structures de concertation, nous, l'équipe, on ne peut pas arriver avec une opinion. Ça prendrait un processus de...

LE PRÉSIDENT :

2925

De participation.

M. ALEXANDRE SAVOIE :

2930

Oui, de participation et tout ça. Mais par exemple, sur le comité de l'avenir du Village, on a des acteurs qui sont impliqués, qui, on a eu, on a commencé à avoir ces discussions-là. On a produit un portrait cet automne qui fait émerger plusieurs enjeux importants, d'ailleurs le portrait était sur le site des documents de la consultation. Donc, sans nécessairement prendre position, on fait émerger des enjeux importants qui doivent être pris en compte.

2935

LE COMMISSAIRE :

2940

On a entendu à plusieurs reprises, ici et là, que dans le quartier des Faubourgs, on a un certain nombre, on s'identifie à un certain nombre d'enjeux, un certain nombre de sujets. Donc on parle d'identités multiples dans les faubourgs. On parle donc d'enjeux diversifiés, on parle de sujets divers que les gens veulent aborder, des points de vue différents. Donc, il y a différents

intérêts dans les faubourgs. C'est ce qui, en partie, rend la consultation comme telle compliquée parce qu'il y a beaucoup de points de vue, d'intérêts qui se rencontrent.

2945 La CDC a cette, si je comprends bien, vous me corrigerez, a cette préoccupation d'être là. Vous êtes là en amont, vous serez là pendant l'élaboration du PPU. Puis je vois que vous avez une proposition de mettre sur pied un comité, notamment, un comité de suivi pour, une fois que le PPU sera en place. Donc, une structure de gouvernance, avant, pendant et après.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2950 Ça ne serait pas nécessairement nous qui mettrions la... on demande à ce qu'il y ait une structure qui soit mise en place que cette structure soit...

LE COMMISSAIRE :

2955 ... c'est là-dessus que j'aimerais vous entendre. Pouvez-vous me décrire un petit peu la forme que ça pourrait prendre, cette façon de faire.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2960 C'est un peu difficile à définir complètement, mais je suis allée à la consultation justement, sur McGill College, la rue McGill College l'autre jour, puis chacune des propositions qui étaient faites, je suis allée comme simple citoyenne parce que j'habite dans ce coin-là, puis, chacune des propositions qui étaient faites mettait de l'avant la nécessité d'avoir un comité de
2965 gouvernance. C'est sûr que c'est pour faire une place, ce n'est pas, je ne pense pas que c'est, ce n'est pas un quartier... Cependant, t'sais, c'est quelque chose que, une fois qu'un PPU est fait, je sais que ce n'est pas, nous sommes conscients que, un PPU n'a pas naturellement une structure de soutien qui va avec, le PPU on le fait puis après on l'utilise pour justement faire les différents aménagements, et cetera.

2970

Je ne suis pas urbaniste, je ne connais pas les détails, mais on m'a expliqué que, ce n'est pas vraiment attaché, ça ne fait pas vraiment de sens de voir une structure de gouvernance, mais peut-être que ça serait...

2975 **LE PRÉSIDENT :**

Qui vous a dit ça?

2980 **Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :**

Des urbanistes.

LE PRÉSIDENT :

2985 Ah oui, parce que suis urbaniste, puis je n'ai jamais entendu ça.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

2990 Bien vous, ah bien d'accord. J'adore entendre ça d'abord de votre part, c'est merveilleux parce que j'étais un peu déçue. Mais de se dire que, avoir cette structure qui aurait justement différents groupes qui seraient là, qui pourraient être des relais, ou avoir des moments de, où est-ce qu'on est rendu dans la mise en place de toutes ces recommandations qui se retrouveront, ou des choses qui se retrouveront dans le PPU, je ne sais pas comment le nommer, excusez-moi, je n'ai pas le vocabulaire adéquat, mais...

2995 **LE PRÉSIDENT :**

Vous avez tout à fait le vocabulaire adéquat. Non, mais je dois vous dire, un programme particulier d'urbanisme s'est annexé au plan d'urbanisme.

3000 **Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :**

Oui.

LE PRÉSIDENT :

3005

Donc, c'est le conseil qui l'approuve. C'est un document d'orientation politique en matière d'aménagement.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3010

Voilà, oui.

LE PRÉSIDENT :

3015

Donc, ce n'est pas juste des trottoirs, puis des lampadaires, puis des hauteurs d'édifice, c'est un ensemble d'orientations politiques, qui vont venir orienter la façon de permettre le développement de ce quartier-là. Donc, il peut y avoir, il n'y a pas que des trottoirs et des hauteurs dans un plan particulier d'urbanisme.

3020

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

Sauf que ce qu'on a vécu par exemple...

3025

LE PRÉSIDENT :

Il peut y avoir une structure de gouvernance dans un programme d'urbanisme.

3030

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3035 Bien, ça serait bien justement. Comme juste par exemple le PPU Sainte-Marie, qu'on a eu en 2011. Quand on le relie, on se dit: « bien il y a juste des morceaux qui ont été comme échappés », puis personne... T'sais, qu'est-ce qui est arrivé avec ce qui était projeté, par exemple autour du métro Frontenac. C'est la phase III, de refaire la rue Ontario, mais je ne sais pas. Il faudrait qu'on, on n'en a pas vraiment, il faudrait qu'on en parle. Mais on ne parle pas de ça en ce moment, mais vous voyez tout le monde se pose la question, mais on ne sait pas trop à qui on devrait adresser ces questions-là?

3040 Comment ça se fait, il n'y a pas vraiment de retour vers la communauté, qui voyait ça d'un oeil très positif justement refaire, c'est quand même un pôle le métro Frontenac, puis c'est un pôle central du quartier Sainte-Marie disons. Donc, c'est un exemple, mais si on mettait en place un genre de table qui se rencontrerait une fois par année, juste pour faire le point avec justement différentes personnes de la société civile, mais aussi les promoteurs qui sont en train de développer le quartier. Tout le monde, toutes les parties prenantes dans le fond, 3045 l'arrondissement, la Ville, le pont Jacques-Cartier.

LE COMMISSAIRE :

3050 Prenons un exemple, permettez-moi d'insister un petit peu.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

Allez-y.

3055 **LE COMMISSAIRE :**

3060 Prenons un exemple, que je vais sortir de votre texte. Bon, tout le développement autour de Radio-Canada fait spéculer les gens sur l'impact que les commerces pourraient avoir sur la rue Sainte-Catherine, sur la vie économique de la rue Sainte-Catherine, c'est ce qu'on peut entendre.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

Oui.

3065

LE COMMISSAIRE :

Et une de vos recommandations, le deuxième picot c'est que : « L'arrondissement soutienne un espace de dialogue entre les promoteurs et la communauté. » Quel rôle pourrait jouer la CDC là-dedans, et vous imaginez que ça, c'est un exemple parmi tant d'autres lieux de concertation sur d'autres enjeux, d'autres sujets.

3070

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

Mais, autour du comité d'accompagnement des grands projets, quand on a nos grandes rencontres justement avec le groupe Mach par exemple, en ce moment, qui va développer leur centre d'achats, avec l'ensemble du secteur de Radio-Canada. Il y a des représentants de la SDC du Village, il y a des représentants de différents... On retrouve une quarantaine de personnes de différents horizons, donc, de différents secteurs. Des groupes LGBTQ+ par exemple, qui sont là aussi, il y des gens qui sont là, des groupes-conseil en emploi par exemple qui est le petit regroupement qui, s'est organisé dernièrement. Donc, ils sont en train d'ouvrir des dialogues avec les promoteurs, mais l'arrondissement aussi a un rôle au niveau de la dose, c'est quand même service économique aux entreprises. Là, on parle beaucoup de l'aménagement ici, mais la question économique c'est une chose qui appartient à la direction, à la dose aussi.

3075

3080

Donc, comment est-ce que eux pourraient avoir un rôle peut-être plus proactif sachant ce qui s'en vient. On a deux, si je ne m'abuse, deux commissaires économiques pour l'ensemble de l'arrondissement. Notre arrondissement est énorme, et on a le Centre-ville là-dedans. Donc comment est-ce que, ça va être quoi le rôle...

3085

3090

LE COMMISSAIRE :

Des différents acteurs.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3095

Voilà, exactement. C'est là, la question qui est un peu à creuser. On n'a pas de réponse en tant que telle, mais on se dit ça, c'est quelque chose. Autrefois quand on avait une CDEC, la CDEC jouait un rôle et avait le développement, c'est pour ça, quand on parle de développement économique local. Ce rôle de développement économique local, territorial local a disparu. PME Montréal vient justement au Comité d'accompagnement des grands projets. PME Montréal a un rôle à jouer auprès des entrepreneurs, fait bien son travail, mais ils n'ont plus un mandat territorial, de développement territorial local. Et ça, on sent que ça a un impact sur le quartier, mais avec tout ce qui s'en vient dans le Sud, comment est-ce que ça pourrait, comment est-ce qu'on va pouvoir... Nous on veut tirer des bénéfices pour la communauté existante.

3105

Donc dans le fond, on se dit qu'en tissant des liens, en tissant... le relationnel est hyper important. C'est quelque chose qui ressortait beaucoup dans notre planification stratégique. On ne se parle pas. Tout le monde est dans son silo, et tout le monde, puis nous, notre rôle comme concertation, c'est d'amener les gens à se parler et de juste... Des fois, c'est de continuer à faire exactement ce qu'on fait, mais en sachant qu'il est à côté de nous. C'est à ce moment-là qu'on peut développer des choses ensemble.

3110

C'est juste en étant conscient de ce qui nous entoure. Ce qu'on vit en ce moment avec les promoteurs, chacun des promoteurs qu'on rencontre, c'est super intéressant parce que plus souvent qu'autrement, ces promoteurs-là ne connaissent pas les fibres qui tissent notre quartier. Ils savent à peu près, ils sont capables de regarder des cartographies, ils sont en contact avec certaines personnes. Leurs interlocuteurs, c'est l'arrondissement et certains groupes. Mais après pour aller plus creux puis pour bien comprendre d'où est-ce qu'on vient? On se dit, bien il faut que les gens se rencontrent.

3120

3125 Puis après, si on peut développer des projets ensemble, si on peut juste, même avoir conscience d'où est-ce qu'on arrive, où est-ce qu'on atterrit dans quel contexte on atterrit comme promoteur immobilier. Bien, peut-être qu'il y a un potentiel qu'il y ait des retombées plus positives pour le quartier. On teste des choses. Ça fait qu'on est beaucoup là-dedans puis c'est pour ça que nous, on se dit, on a, on se dit, on veut juste ouvrir des dialogues. Puis on pense que c'est comme ça que collectivement, on va bien grandir ensemble.

LE COMMISSAIRE :

3130 Mais la complexité des enjeux et la quantité d'acteurs sociaux, politiques, économiques impliqués à travers tous ces enjeux-là, complexifient l'analyse des rapports et des espaces de dialogue.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3135 Certainement. Oui.

LE COMMISSAIRE :

3140 Ce que j'entends, c'est que vous réfléchissez encore à la façon de faire, parce qu'effectivement, il y a des acteurs qui ne sont plus là, et qui avaient un rôle à l'époque.

3145 **Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :**

Complètement.

LE COMMISSAIRE :

3150

O.K.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3155 Mais, c'est comme quand... Si vous lisez sur l'avenir du Village, le portrait qu'on a fait sur
le Village, c'est super intéressant de voir que, le Village évolue, il y a ses mouvements, il a ses
réalités. T'sais, c'est un secteur. C'est complexe ce que vous... Le PPU des Faubourgs, c'est
énorme, c'est énorme puis c'est pour ça quand on dit les multi visages, ou les multiples visages
du quartier.

3160 Quand on a fait notre planification stratégique, on avait un de nos axes, c'était l'axe Vivre
ensemble. Puis au début on parlait: « comment est-ce que, il nous faut une identité, il nous faut
une identité claire ». On essaie de nommer, Sainte-Marie c'est important, Saint-Jacques c'est
important, le Village c'est important. Puis tous les acteurs qui étaient là, autant on avait des
3165 groupes qui étaient mixtes, des citoyens, des organismes, des représentants d'institution. Puis
finalement, on est arrivé au constat que, ce n'est pas grave d'avoir tous ces noms, parce que
c'est ça qui fait, c'est ces couleurs et ces textures-là de notre quartier qui fait notre quartier.

3170 On est loin d'être un quartier lisse, avec une seule saveur, une seule couleur. Puis, c'est
pour ça, ils ont essayé d'avoir un branding à une certaine époque qui s'appelait les Faubourgs,
puis ça n'a pas collé. Mais Centre-Sud n'est pas non plus ce qui représente tout le monde. Tout
le monde se reconnaît dans différents noms pour ce quartier-là puis c'est correct. C'est de
reconnaître ce fait-là, puis de dire c'est bon. Ce qui va se développer dans le Sud va
probablement s'appeler quelque chose d'autre, mais va faire partie d'un ensemble. C'est là que
3175 c'est important d'avoir du lien entre le Nord et le Sud.

LA COMMISSAIRE :

3180 D'ailleurs je remarquais sur une de vos premières diapositives, vous employez le terme
courtepointe. Ça fait référence justement à ce...

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

À la courtepointe?

3185

LA COMMISSAIRE :

Oui. Dans votre démarche.

3190

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

Ah le mouvement Courtepointe? Bien ça, c'est une de nos actions collectives qu'on a développées justement, qui était sur l'identité pour justement, c'est travailler cette question, le grand domaine de changement, c'est le quartier Centre-sud a une identité forte, les résidents sont fiers d'y habiter. Pour ça, cette fierté-là c'est aussi, c'est dans une perspective de garder des populations, que les gens ne quittent pas aussitôt qu'ils ont des enfants.

3195

Mais, cette question du mouvement courtepointe en fait c'est différents organismes, dont l'Écomusée du fier monde, l'Astérisque, qui travaille avec les communautés LGBTQ+. Il y a En Marche 1217, il y a toutes sortes de groupes qui portent des initiatives qui sont super inspirantes, intéressantes où est-ce que les citoyens sont partie prenante. Puis on parle en fait, c'est des rencontres improbables entre différents milieux. Puis, c'était ça l'idée, c'est sorti de la part de différentes personnes qui étaient autour de la table puis qui disaient « Dans le fond nous... » parce que, ça s'appelait : Se raconter collectivement l'histoire de notre quartier en dehors des musées. C'était un nom bien trop long, puis là, finalement, il y a quelqu'un qui a dit, dans le fond, on est comme une courtepointe. On est tous des petits morceaux de tissus qui individuellement ne sont pas très jolis là, mais quand on les met ensemble et les brode, ils deviennent super beaux.

3200

3205

3210 Puis, dans le fond, c'est ça le Centre-Sud. Puis de se dire que oui, il y des petits morceaux qui sont un petit peu, un petit peu plus usé, puis ils sont peut-être moins beau à voir comme ça, mais collectivement, on est riche, puis on est fort, puis on réchauffe. C'est ça l'idée.

LA COMMISSAIRE :

3215 Bien dit.

LE PRÉSIDENT :

3220 Mais vous ne sentez pas que toute la pression du devenir d'un centre-ville qui va venir créer la barrière, c'est ce que les citoyens nous ont dit, qu'il va y avoir une fracture importante...

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3225 D'où l'importance de faire attention.

LE PRÉSIDENT :

3230 Parce ce que c'est comme une vision qui ne colle pas avec ce qui s'en vient. Je ne sais pas.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3235 C'est une vision de l'existant, le mouvement Courtepointe. Mais comment est-ce qu'on fait pour inclure ces autres petits morceaux de tissus de ce qui va se développer dans le Sud, puis que ça fasse du sens, et que ça vienne se coller.

3240 **LE PRÉSIDENT :**

Vous croyez que c'est possible?

3245 **Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :**

Bien oui. Si l'intention, je pense que oui. Ça va être complexe.

LE PRÉSIDENT :

3250 Avec un centre-ville de 25 étages à partir de...

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3255 Bien justement il ne faut pas que ce soit un centre-ville de 25 étages, un mur, mais d'avoir des immeubles en hauteur. C'est, d'où l'intérêt de dire, O.K. Densifions. Parce que s'il n'y a pas de densification de la population, il n'y a pas de services. On est dans un désert alimentaire dans l'est, il manque de services de proximité, les gens pour aller... En tout cas, il y a très peu de services de proximité dans l'est du quartier. S'il y a une densification de population, ça va amener inévitablement plus de services, on le souhaite, mais il y a aussi cette volonté de dynamiser quand même le quartier. Mais comment est-ce qu'on peut faire pour protéger, mais il faut utiliser les outils existants ou même être créatif.

3260

LE PRÉSIDENT :

3265

Mais si les promoteurs nous disent, s'il n'y a pas 25 étages, si on fait juste 12 étages, bien ça veut dire qu'il y plus de bâtiments au sol, donc, il y moins d'espaces verts.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3270

Mais c'est tout ça qu'il faudra voir, comment est-ce qu'on arrive à un équilibre. Il y a une différence entre du Griffintown, qui n'a pas de planification, aucune, puis que justement, peu d'arbres, pas d'espaces verts, pas d'école, pas rien. C'est une chose à éviter absolument, mais comment est-ce qu'on peut arriver à densifier tout en créant des milieux de vie, puis en faisant attention aux populations existantes, puis en créant justement des espaces de rencontre à l'intérieur du nouveau quartier, une piscine publique à l'extérieur par exemple dans un grand parc proche de Molson, ça serait le fun, par exemple ou bien, et qui permettrait aux gens du nord d'aller vers le sud, qui viendraient profiter de ces espaces-là.

3275

3280

Il y a toutes sortes de choses qui peuvent être faites, mais on n'a pas nécessairement la réponse à tout.

LE PRÉSIDENT :

3285

C'est ce que vous attendez du programme particulier, c'est ce que je comprends?

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

Absolument.

3290

LE PRÉSIDENT :

D'accord.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3295

Mais que donc, on s'inspire justement de tout ça, et quels sont les outils dont dispose l'arrondissement, mais quelle est l'influence que l'arrondissement et la Ville peuvent avoir sur les autres instances comme le MTQ par exemple qui eux, il faut qu'ils soient partie prenante du processus aussi, parce qu'ils ont quand même un énorme rôle à jouer. Donc, la même chose

3300 que le pont, on ne parle pas beaucoup du pont Jacques-Cartier, mais qui est quand même une énorme fracture dans notre terrain, notre territoire.

LE PRÉSIDENT :

3305 Merci beaucoup, madame.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3310 Mais ça fait plaisir, et monsieur.

LE PRÉSIDENT :

Alors on vous invite à répondre à notre petit questionnaire.

3315 **Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :**

Oui, oui, merci à vous.

LE PRÉSIDENT :

3320 J'ai l'air d'un vendeur de questionnaires.

Mme RAPHAËLLE RINFRET-PILON :

3325 Bien oui, c'est ça. Merci.

LE PRÉSIDENT :